

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2046

[2006/201661]

11 MAI 2006. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 24 février 2005 relatif à la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi, conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, la Région flamande, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 24 février 2005 relatif à la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi, conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, la Région flamande, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française.

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Art. 2. Le présent décret produit ses effets le 15 octobre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 mai 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 340 (2005-2006). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 10 mai 2006.

Discussion - Vote.

Accord de coopération conclu entre la Région Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, la Région flamande, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française concernant la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi

Considérant les conclusions de la Conférence nationale pour l'emploi du 9 octobre 2003 concernant la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi;

Considérant les Lignes directrices définies dans le cadre de la stratégie européenne pour l'emploi et en particulier les éléments liés à la promotion de la mobilité professionnelle et géographique;

Considérant que la mobilité ne constitue pas une fin en soi mais permet d'élargir le territoire de recrutement d'un employeur ou la possibilité d'embauche pour un chercheur d'emploi, en particulier quand la rencontre de l'offre et de la demande n'a pas pu se faire dans un rayon limité;

Considérant les propositions du Collège des Fonctionnaires dirigeants des services publics de l'emploi, réuni en décembre 2003, concernant la mise en œuvre d'un outil performant d'échange d'offres d'emploi insatisfaites et de curriculum vitae de chercheurs d'emploi,

Le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Charles Picqué, et de son Ministre de l'Économie, de l'Emploi, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente, M. Benoît Cerexhe;

Le Collège de la Commission communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Benoît Cerexhe et de son Ministre de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture, du Transport scolaire et des Relations internationales, Mme Françoise Dupuis;

Le Gouvernement flamand, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Yves Leterme et de son Vice-Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation, M. Frank Vandenbroucke;

Le Gouvernement wallon, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Jean-Claude Van Cauwenbergh, de son Ministre de l'Économie et de l'Emploi, M. Jean-Claude Marcourt, et de son Ministre de la Formation, Mme Marie Arena;

Le Gouvernement de la Communauté germanophone, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Karl-Heinz Lambertz, et de son Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation, de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme, M. Bernd Gentges,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Définitions

Il faut entendre dans le présent accord par :

1° les services publics de l'emploi : les organismes d'intérêt public créés et organisés par les parties signataires dans le cadre de l'exercice de la compétence régionale en matière de placement des travailleurs;

2° les services publics de la formation professionnelle : les organismes d'intérêt public créés et organisés par les parties signataires dans le cadre de l'exercice de la compétence communautaire en matière de reconversion et recyclage professionnels;

3° l'action d'accompagnement : l'action des services publics de l'emploi par laquelle un nouveau départ est offert aux chômeurs et aux chercheurs d'emploi inoccupés sous la forme d'un accompagnement individuel à l'orientation professionnelle en vue d'une intégration effective sur le marché du travail.

Art. 2. Echanges d'information sur les offres et les demandes d'emploi

§ 1^{er}. Sans préjudice des relations contractuelles entre les services publics de l'emploi et les entreprises, et conformément aux dispositions prévues dans le protocole réglant les rapports entre les organismes issus de la restructuration de l'Office national de l'Emploi signé le 22 décembre 1988, les engagements prévus au point D, quatrième alinéa, sont renforcés de la façon suivante :

1° Chaque service public de l'emploi transmet automatiquement au service public de l'emploi concerné les offres émanant d'entreprises qui recrutent pour un siège d'activité situé sur le territoire de cette région.

2° Chaque service public de l'emploi transmet automatiquement et immédiatement aux autres services publics de l'emploi les offres d'emploi qui appartiennent aux fonctions critiques dont il a établi la liste annuellement;

3° Chaque service public de l'emploi transmet immédiatement aux autres services publics de l'emploi, par appréciation du conseiller emploi, les offres d'emploi qui n'appartiennent pas aux fonctions critiques mais pour lesquelles le conseiller emploi sait qu'il n'y a pas de candidat de son ressort territorial;

4° Chaque service public de l'emploi transmet aux autres services publics de l'emploi les autres offres après avoir constaté qu'elles restent insatisfaites.

A l'exception de la Communauté germanophone pour des raisons liées à la taille de son marché de l'emploi, les services publics de l'emploi conviennent, par un accord de collaboration, de la méthode d'établissement de la liste des fonctions critiques.

L'ensemble des partenaires s'accordent sur les modalités pratiques (langue, etc.) et techniques de transmission des données.

§ 2. Les services publics de l'emploi sont chargés d'informer les chercheurs d'emploi sur les possibilités offertes dans les autres régions. Dans ce cadre, ils organiseront, à l'attention des chercheurs d'emploi, des actions d'accueil et d'information (entrevues, journées thématiques sur la mobilité interrégionale) afin de les sensibiliser à l'existence d'emplois vacants dans les autres régions.

§ 3. Les services publics de l'emploi sont chargés d'ouvrir, dans le cadre du réseau européen EURES, un ou plusieurs espaces communs pour le traitement des offres d'emploi internationales.

Art. 3. Promotion de la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi

Les services publics de l'emploi sont chargés de rechercher comment accorder leurs répertoires opérationnels des métiers et des emplois afin d'assurer une plus grande transparence du marché de l'emploi belge.

Les services publics de l'emploi interviennent dans les frais de déplacement des chercheurs d'emploi de leur ressort territorial, qui, dans le cadre d'une action d'accompagnement, sollicitent un emploi, bénéficient d'une expérience professionnelle ou suivent une formation professionnelle en dehors de la région de leur domicile, à défaut d'une prise en charge des frais de déplacement par une autre instance, dont notamment les organisations professionnelles ou les services public de la formation dans le cadre de l'exercice de leur compétence.

Art. 4. Promotion des cours de langue

Les services publics de la formation professionnelle sont chargés de coordonner leurs efforts en faveur du développement et de la promotion des formations en langue offertes aux chercheurs d'emploi.

Les échanges linguistiques de stagiaires entre les services publics de la formation professionnelle sont renforcés conformément aux dispositions des accords bilatéraux qui sont conclus par ailleurs entre les parties signataires.

Art. 5. Organisation de formations transrégionales

Les services publics de la formation professionnelle sont chargés de développer leurs collaborations en vue d'organiser des formations ouvertes aux chercheurs d'emploi de plusieurs régions ou communautés et qui répondent à des besoins de formation très spécifiques, notamment sur le plan technologique, émanant de secteurs professionnels particuliers ou de grandes entreprises transrégionales, nationales et internationales.

Art. 6. Le plan d'urgence sociale de reclassement de travailleurs victimes d'un licenciement collectif

§ 1^{er}. Sans préjudice des obligations des employeurs, en tenant compte des modalités légales préalables à l'intervention, via l'une ou l'autre mesure, des Régions et de la Communauté germanophone, et conformément aux dispositions des conventions collectives de travail, le plan d'urgence sociale défini ci-dessous détermine les modalités d'intervention conjointe des Régions et de la Communauté germanophone pour assurer le reclassement de travailleurs victimes d'un licenciement collectif faisant suite à la restructuration, la fermeture ou la faillite d'entreprises transrégionales, nationales et internationales.

Le plan d'urgence sociale se limite aux interventions de première nécessité, permettant aux Régions et à la Communauté germanophone concernées de prendre de manière concertée les mesures appropriées et d'en assurer l'exécution.

Le plan d'urgence sociale s'applique automatiquement, dès lors que les mesures de licenciement touchent plus de 250 travailleurs parmi lesquels 50 au moins sont domiciliés dans une autre région ou communauté que celle du principal siège d'activité visé.

§ 2. Dès l'annonce par l'entreprise du licenciement collectif, une cellule de crise est constituée pour définir le plan d'urgence sociale et coordonner les interventions des services publics concernés.

La cellule de crise du plan d'urgence sociale est constituée de représentants :

1° des Ministres de l'Emploi;

2° des Ministres de la Formation professionnelle;

3° des services publics de l'Emploi;

4° des services publics de la Formation professionnelle.

Le Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail et l'ONEm sont invités à y désigner leurs observateurs.

§ 3. La cellule est convoquée et présidée par le Ministre de l'Emploi de la Région où se situe le siège d'activité de l'entreprise le plus touché par les licenciements. Lorsque plusieurs sièges sont touchés de manière équivalente, les Ministres concernés se concertent préalablement à la convocation de la cellule.

Les contacts avec la direction de l'entreprise ou son curateur sont pris de concert sous la conduite du service public de l'emploi de la Région ou de la Communauté germanophone où l'entreprise a établi son siège social ou le siège le plus touché par les licenciements.

Les services publics de l'Emploi sont chargés de proposer à la cellule de crise les mesures concrètes à prendre et d'en assurer la bonne exécution, dans le respect des résultats de la concertation sociale.

§ 4. Les interlocuteurs sociaux sont associés aux travaux de la cellule de crise et à la mise en œuvre des mesures prises en application du plan d'urgence, suivant les modalités ou dispositions légales propres à chaque Région et à la Communauté germanophone.

§ 5. Un comité de suivi du plan d'urgence sociale est réuni au moins une fois par an. Il est constitué des représentants :

1° des Ministres de l'Emploi des Régions et de la Communauté germanophone, qui en assurent la présidence à tour de rôle;

2° des Ministres de la Formation professionnelle;

3° des services publics de l'Emploi;

4° des services publics de la Formation professionnelle.

Ce comité est chargé de suivre la mise en œuvre du plan et de répertorier les mesures légales et les instruments opérationnels dont chaque partie signataire est dotée pour assurer le reclassement des travailleurs licenciés.

Art. 7. Plan d'action coordonné "Bruxelles - Périphérie"

§ 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne et la Région flamande s'engagent à examiner les interactions entre les marchés de l'emploi des trois Régions en vue d'assurer un meilleur traitement des offres et des demandes d'emploi entre Bruxelles et sa périphérie.

§ 2. Une cellule stratégique soumet aux Ministres de l'Emploi un plan d'action coordonné et est chargée d'assurer le suivi de l'ensemble. Cette cellule stratégique est composée des représentants :

1° des Ministres de l'Emploi concernés qui en assurent alternativement la présidence;

2° des Ministres de la Formation professionnelle;

3° des services publics de l'Emploi compétents territorialement;

4° des services publics de la Formation professionnelle compétents territorialement;

5° des interlocuteurs sociaux de la Région de Bruxelles-Capitale, du Brabant flamand et du Brabant wallon.

§ 3. La cellule stratégique soumet à l'approbation conjointe des Ministres de l'Emploi des trois Régions concernées son règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Dispositions finales

Les services publics de l'Emploi et les services publics de la Formation, réunis en Collège des fonctionnaires dirigeants, sont invités à convenir des modalités pratiques d'exécution du présent accord et de faire rapport annuellement de son exécution à leurs Ministres de tutelle respectifs, en vue notamment de son intégration dans le plan d'action national pour l'emploi et les plans d'actions régionaux et communautaires pour l'emploi.

Indépendamment du présent accord de coopération, les régions et communautés peuvent conclure des accords de coopération bilatéraux.

Les Ministres signataires se réuniront tous les deux ans afin d'évaluer les résultats des collaborations découlant du présent accord.

Namur, le 24 février 2005, en 5 exemplaires originaux (néerlandais, français, allemand).

Pour le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi,
de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,
B. CEREXHE

Pour le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
B. CEREXHE

La Ministre de la Formation professionnelle,
de l'Enseignement, de la Culture, du Transport scolaire et des Relations internationales,
Mme Fr. DUPUIS

Pour le Gouvernement flamand :

Le Ministre-Président,
Y. LETERME

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,
Fr. VANDENBROUCKE

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président,
Ministre de la Formation, de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2046

[2006/201661]

11. MAI 2006 — Dekret zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen vom 24. Februar 2005 zwischen der Region Brüssel-Hauptstadt, der Wallonischen Region, der flämischen Gemeinschaft, der deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission über die interregionale Mobilität der Arbeitsuchenden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Dem Kooperationsabkommen vom 24. Februar 2005 zwischen der Region Brüssel-Hauptstadt, der Wallonischen Region, der flämischen Gemeinschaft, der deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission über die interregionale Mobilität der Arbeitsuchenden wird zugestimmt.

Dieses Kooperationsabkommen wird dem vorliegenden Dekret als Anlage beigefügt.

Art. 2 - Das vorliegende Dekret wird am 15. Oktober 2005 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. Mai 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2005-2006.*

Dokumente des Rats 340 (2005-2006). Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. Mai 2006.

Diskussion - Abstimmung

Kooperationsabkommen zwischen der Region Brüssel-Hauptstadt, der Wallonischen Region, der flämischen Gemeinschaft, der deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission über die interregionale Mobilität der Arbeitsuchenden

In Erwägung der Schlussfolgerungen der Nationalen Beschäftigungskonferenz vom 9. Oktober 2003 über die interregionale Mobilität der Arbeitsuchenden;

in Erwägung der im Rahmen der europäischen Beschäftigungsstrategie definierten Leitlinien und insbesondere der Punkte im Zusammenhang mit der Förderung der beruflichen und geografischen Mobilität;

in Erwägung dessen, dass Mobilität kein Selbstzweck ist, sondern für den Arbeitgeber eine Ausweitung des Anwerbungsgebietes und für den Arbeitsuchenden eine Erhöhung der Einstellungsmöglichkeiten darstellt, vor allem, wenn Angebot und Nachfrage in einem begrenzten Umkreis nicht befriedigt werden können;

in Erwägung der Vorschläge des Kollegiums der leitenden Beamten der öffentlichen Beschäftigungsdienste auf seiner Sitzung vom Dezember 2003 bezüglich des Einsatzes eines leistungsfähigen Instruments zum Austausch unerledigter Stellenangebote und der Lebensläufe von Arbeitsuchenden,

haben :

die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, Herrn Charles Picqué, und den Minister für Wirtschaft, Beschäftigung, wissenschaftliche Forschung, Brandbekämpfung und ärztliche Nothilfe, Herrn Benoît Cerexhe;

das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, Herrn Benoît Cerexhe, und der Ministerin für Berufsausbildung, Unterricht, Kultur, Schülertransport und internationale Beziehungen, Frau Françoise Dupuis;

die flämischen Regierung, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, Herrn Yves Leterme, und den Vizeministerpräsidenten und Minister für Beschäftigung, Unterricht und Ausbildung, Herrn Frank Vandenbroucke;

die wallonischen Regierung, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, Herrn Jean-Claude Van Cauwenberghe, den Minister für Wirtschaft und Beschäftigung, Herrn Jean-Claude Marcourt, und der Ministerin für Ausbildung, Frau Marie Arena;

die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, Herrn Karl-Heinz Lambertz, und den Vizeministerpräsidenten und Minister für Ausbildung, Beschäftigung, Soziales und Tourismus, Herrn Bernd Gentges,

Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Definitionen

Im vorliegenden Abkommen ist unter den folgenden Begriffen zu verstehen:

1° die öffentlichen Beschäftigungsdienste: die von den unterzeichneten Parteien im Rahmen der Ausübung der regionalen Befugnis im Bereich der Arbeitnehmervermittlung geschaffenen und organisierten Einrichtungen öffentlichen Interesses;

2° die öffentlichen Dienste für Berufsausbildung: die von den unterzeichneten Parteien im Rahmen der Ausübung ihrer Gemeinschaftsbefugnis im Bereich der Umschulung und Weiterbildung geschaffenen und organisierten Einrichtungen öffentlichen Interesses;

3° Begleitaktion: die Aktion der öffentlichen Beschäftigungsdienste, die Arbeitslosen und nicht beschäftigten Arbeitssuchenden die Möglichkeit eines beruflichen Neuanfangs durch individuelle Begleitung und Berufsorientierung im Hinblick auf die effektive Eingliederung in den Arbeitsmarkt bietet.

Art. 2 - Informationsaustausch über Stellenangebote und Stellennachfragen

§ 1. Unbeschadet der vertraglichen Beziehungen zwischen den öffentlichen Beschäftigungsdiensten und den Unternehmen und gemäß den Bestimmungen, die im Protokoll vom 22. Dezember 1988 zur Regelung der Beziehungen zwischen den aus der Umstrukturierung des Landesamtes für Arbeit hervorgegangenen Einrichtungen vorgesehen sind, sind die unter Punkt D, Absatz 4, festgelegten Verpflichtungen wie folgt bekräftigt:

1° jeder öffentliche Beschäftigungsdienst übermittelt dem betroffenen öffentlichen Beschäftigungsdienst automatisch die Stellenangebote von Unternehmen, die Bewerber für einen Betriebsplatz innerhalb dieser Region suchen,

2° jeder öffentliche Beschäftigungsdienst übermittelt den anderen öffentlichen Beschäftigungsdiensten automatisch und unverzüglich die Stellenangebote, die die kritischen Funktionen betreffen, deren Liste er jährlich erstellt hat,

3° jeder öffentliche Beschäftigungsdienst übermittelt, aufgrund der Einschätzung des Arbeitsberaters, allen anderen öffentlichen Beschäftigungsdiensten unverzüglich die Stellenangebote, die keine kritischen Funktionen betreffen, aber von denen der Arbeitsberater weiß, dass es in seinem Einzugsgebiet keine Bewerber gibt,

4° jeder öffentliche Beschäftigungsdienst übermittelt den anderen öffentlichen Beschäftigungsdiensten die anderen Stellenangebote, nachdem festgestellt wurde, dass sie unbesetzt geblieben sind.

Die öffentlichen Beschäftigungsdienste einigen sich in einem Kooperationsabkommen über die Methode zur Erstellung der Liste der kritischen Funktionen, mit Ausnahme der Deutschsprachigen Gemeinschaft, aus Gründen, die mit der Größe ihres Arbeitsmarkts zusammenhängen.

Alle Partner einigen sich über die praktischen (Sprache usw.) und technischen Modalitäten der Datenübermittlung.

§ 2. Die öffentlichen Beschäftigungsdienste sind beauftragt, die Arbeitssuchenden über die Arbeitsmöglichkeiten in den anderen Regionen zu informieren. In diesem Rahmen organisieren sie für die Arbeitssuchenden Empfangs- und Informationstage (Gespräche, Tage zum Thema interregionale Mobilität), um sie für die Stellenangebote der anderen Regionen zu sensibilisieren.

§ 3. Die öffentlichen Beschäftigungsdienste sind beauftragt, im Rahmen des europäischen Netzwerks EURES eine oder mehrere gemeinsame Anlaufstellen für die Bearbeitung internationaler Stellenangebote zu öffnen.

Art. 3 - Die Förderung der interregionalen Mobilität der Arbeitssuchenden

Die öffentlichen Beschäftigungsdienste sind beauftragt, zu untersuchen, wie ihre operationellen Verzeichnisse der Berufe und Stellen aufeinander abgestimmt werden können, um eine größere Transparenz des belgischen Arbeitsmarkts zu erreichen.

Die öffentlichen Beschäftigungsdienste übernehmen die Fahrtkosten der Arbeitssuchenden ihres Einzugsbereichs, die sich im Rahmen einer Begleitaktion in einer anderen Region um eine Stelle bewerben, an einer Berufserfahrungsmaßnahme oder an einer beruflichen Ausbildung teilnehmen, vorbehaltlich der Übernahme der Fahrtkosten durch eine andere Instanz, insbesondere durch die Berufsverbände oder die öffentlichen Dienste für Berufsausbildung im Rahmen ihrer Kompetenzzustellung.

Art. 4 - Die Förderung von Sprachkursen

Die öffentlichen Dienste für Berufsausbildung sind beauftragt, ihre Anstrengungen zugunsten der Entwicklung und Förderung von Sprachkursen für Arbeitssuchende zu koordinieren.

Der Austausch von Sprachkursteilnehmern zwischen den öffentlichen Diensten für Berufsausbildung wird entsprechend den Bestimmungen der bilateralen Abkommen, die zusätzlich zwischen den unterzeichneten Parteien abgeschlossen werden, verstärkt.

Art. 5 - Die Organisation transregionaler Ausbildungen

Die öffentlichen Dienste für Berufsausbildung sind beauftragt, ihre Zusammenarbeit weiter zu entwickeln mit dem Ziel, Ausbildungen zu organisieren, die sich an Arbeitsuchende mehrerer Regionen bzw. Gemeinschaften wenden und einem sehr spezifischen Ausbildungsbedarf bestimmter Berufssektoren oder großer transregionaler, nationaler und internationaler Unternehmen insbesondere im technologischen Bereich entsprechen.

Art. 6 - Der soziale Sofortmaßnahmenplan zur beruflichen Wiedereingliederung von Massenentlassungen betroffener Arbeitnehmer

§ 1. Unbeschadet der Verpflichtungen der Arbeitgeber, unter Berücksichtigung der legalen Verfahrensweisen bei der einen oder anderen Maßnahme im Vorfeld der Intervention der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft und gemäß den Bestimmungen der kollektiven Arbeitsabkommen legt der nachfolgend beschriebene soziale Sofortmaßnahmenplan das gemeinsame Vorgehen der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die berufliche Wiedereingliederung der Arbeitnehmer fest, die aufgrund von Umstrukturierungen, Schließungen oder Konkursen transregionaler, nationaler und internationaler Unternehmen von Massenentlassungen betroffen sind.

Der soziale Sofortmaßnahmenplan beschränkt sich auf vorrangige Dringlichkeitsmaßnahmen und soll den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft ermöglichen, gemeinsam angemessene Maßnahmen festzulegen und für deren Ausführung zu sorgen.

Der soziale Sofortmaßnahmenplan findet automatisch Anwendung, sobald mehr als 250 Arbeitnehmer von den Entlassungen betroffen sind, wobei mindestens 50 in einer anderen Region bzw. Gemeinschaft wohnen müssen als die, in der sich der wichtigste betroffene Aktivitätssitz des Unternehmens befindet.

§ 2. Unmittelbar nach Ankündigung der Entlassungen durch das Unternehmen wird eine Krisenzelle gebildet, um den sozialen Sofortmaßnahmenplan festzulegen und die Maßnahmen der betroffenen Beschäftigungsdienste zu koordinieren.

Die Krisenzelle für den sozialen Sofortmaßnahmenplan setzt sich zusammen aus Vertretern:

- 1° der Minister für Beschäftigung;
- 2° der Minister für Berufsausbildung;
- 3° der öffentlichen Beschäftigungsdienste;
- 4° der öffentlichen Dienste für Berufsausbildung.

Der föderale Minister für Beschäftigung und Arbeit und das föderale Arbeitsamt (ONem) sind aufgerufen, ihre Beobachter zu entsenden.

§ 3. Die Zelle wird einberufen und geleitet vom Minister für Beschäftigung der Region, in der sich der Unternehmenssitz befindet, der am meisten von den Entlassungen betroffen ist. Sollten mehrere Sitze in gleichem Maße betroffen sein, konzertieren sich die betroffenen Minister, bevor die Zelle einberufen wird.

Die Kontakte mit der Unternehmensdirektion oder dem Kurator erfolgen im Einvernehmen unter der Leitung des öffentlichen Beschäftigungsdienstes der Region oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft, in der sich der Hauptsitz des Unternehmens oder der von den Entlassungen am meisten betroffene Unternehmenssitz befindet.

Die öffentlichen Beschäftigungsdienste sind beauftragt, der Krisenzelle konkrete Maßnahmen vorzuschlagen und für deren korrekte Ausführung zu sorgen, unter Beachtung der Ergebnisse der sozialen Konzertierung.

§ 4. Die Sozialpartner sind in die Arbeiten der Krisenzelle und die Umsetzung der Maßnahmen, die in Anwendung des Sofortmaßnahmenplans ergriffen werden, eingebunden, entsprechend den in jeder Region und in der Deutschsprachigen Gemeinschaft geltenden Modalitäten oder Bestimmungen.

§ 5. Ein Begleitausschuss für den sozialen Sofortmaßnahmenplan tagt mindestens einmal im Jahr. Er setzt sich zusammen aus Vertretern:

- 1° der Minister für Beschäftigung der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die abwechselnd den Vorsitz ausüben;
- 2° der Minister für Berufsausbildung;
- 3° der öffentlichen Beschäftigungsdienste;
- 4° der öffentlichen Dienste für Berufsausbildung.

Dieser Ausschuss ist damit beauftragt, die Umsetzung des Sofortmaßnahmenplans zu begleiten und ein Verzeichnis der gesetzlichen Maßnahmen und operationellen Instrumente zu erstellen, über die jede der unterzeichneten Parteien verfügt, um die berufliche Wiedereingliederung der von Entlassungen betroffenen Arbeitnehmer zu gewährleisten.

Art. 7 - Der koordinierte Aktionsplan "Brüssel - Peripherie"

§ 1. Die Region Brüssel-Hauptstadt, die wallonische Region und die flämische Region verpflichten sich, die Wechselwirkungen zwischen den Arbeitsmärkten der drei Regionen zu untersuchen, um eine bessere Bearbeitung der Stellenangebote und Stellennachfragen in Brüssel und in der Peripherie zu gewährleisten.

§ 2. Eine Strategiezelle legt den Ministern für Beschäftigung einen koordinierten Aktionsplan vor und wird mit der Überwachung der Gesamtheit der Maßnahmen beauftragt. Diese Strategiezelle setzt sich zusammen aus Vertretern:

1° der betroffenen Minister für Beschäftigung, die abwechselnd den Vorsitz ausüben;

2° der Minister für Berufsausbildung;

3° der im Einzugsgebiet zuständigen öffentlichen Beschäftigungsdienste;

4° der im Einzugsgebiet zuständigen öffentlichen Dienste für Berufsausbildung;

5° der Sozialpartner der Region Brüssel-Hauptstadt, von Flämisch-Brabant und Wallonisch-Brabant.

§ 3. Die Strategiezelle unterbreitet den Ministern für Beschäftigung der drei betroffenen Regionen die Geschäftsordnung zwecks gemeinsamer Gutheißung.

Art. 8 - Schlussbestimmungen

Die öffentlichen Beschäftigungsdienste und die öffentlichen Dienste für Berufsausbildung sind aufgefordert, sich im Kollegium der leitenden Beamten über die praktischen Ausführungsmodalitäten zu dem vorliegenden Abkommen zu einigen und ihren jeweiligen Aufsichtsministern jährlich Bericht zu erstatten, insbesondere im Hinblick auf die Einbeziehung des Abkommens in den nationalen Aktionsplan für Beschäftigung und die regionalen und gemeinschaftlichen Aktionspläne für Beschäftigung.

Ungeachtet des vorliegenden Kooperationsabkommens können die Regionen und Gemeinschaften bilaterale Kooperationsabkommen abschließen.

Die unterzeichnenden Minister versammeln sich alle zwei Jahre, um die aus diesem Abkommen entstehenden Resultate der Zusammenarbeit auszuwerten.

Aufgestellt in Namur, am 24. Februar 2005, in fünffacher Originalausfertigung (niederländisch, französisch, deutsch)

Für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Ministerpräsident,
Ch. PICQUE

Der Minister für Wirtschaft,
Beschäftigung wissenschaftliche Forschung, Brandbekämpfung und ärztliche Nothilfe,
B. CEREXHE

Für das Kollegium der französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Ministerpräsident,
B. CEREXHE

Die Ministerin für Berufsausbildung, Unterricht, Kultur, Schülertransport und internationale Beziehungen,
Frau Fr. DUPUIS

Für die flämische Regierung:

Der Ministerpräsident,
Y. LETERME

Der Vizeministerpräsident, Minister für Beschäftigung, Unterricht und Ausbildung,
Fr. VANDENBROUCKE

Für die wallonische Regierung:

Der Ministerpräsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGE

Der Minister für Wirtschaft und Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin für Ausbildung,
Frau M. ARENA

Für die Regierung der deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
K-H. LAMBERTZ

Der Vizeministerpräsident, Minister für Ausbildung, Beschäftigung, Soziales und Tourismus,
B. GENTGES

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2046

[2006/201661]

11 MEI 2006. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 februari 2005 gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 24 februari 2005 gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden is goedgekeurd.

Dat samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Art. 2. Dit decreet heeft uitwerking op 15 oktober 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 mei 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 340 (2005-2006) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 10 mei 2006.

Bespreking - Stemming.

Samenwerkingsakkoord gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommunautaire Commissie betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden

Overwegende de conclusies van de Nationale Conferentie voor de Werkgelegenheid van 9 oktober 2003 betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden;

Overwegende de Richtlijnen gedefinieerd die in verband met in het kader van de Europese strategie voor de Werkgelegenheid en in het bijzonder de elementen in verband met de promotie van de beroeps- en geografische mobiliteit worden bepaald;

Overwegende dat de mobiliteit niet een doeleind op zich vormt maar het mogelijk maakt om het rekruteringsgebied van een werkgever of de aanwervingsmogelijkheden voor een werkzoekende uit te breiden, in het bijzonder wanneer de vraag en aanbod binnen een beperkte straal niet op elkaar afgestemd zijn samenkomst van vraag en aanbod niet in een beperkte afstand mogelijk was;

Overwegende de voorstellen van het College van leidende ambtenaren van Hoofdamtambtenaren College van de openbare diensten voor arbeidsbemiddeling openbare diensten van de werkgelegenheid, verenigd in december 2003, betreffende de aanwending van een performant systeem voor de uitwisseling van openstaande werkaanbiedingen interessant uitwisselingsysteem voor werkaanbiedingen en curriculum vitae van werkzoekenden,

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Minister-President, heer Charles Picqué, en door zijn Minister belast met Economie, Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, heer Benoît Cerexhe;

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie COCOF college van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd door zijn Minister-President, Benoît Cerexhe en door zijn Minister belast met Beroepsopleidingvorming, Onderwijs, Cultuur, Schoolvervoer, en Internationale Betrekkingen, Mevr. Françoise Dupuis;

De Vlaamse Regering vertegenwoordigd door zijn Minister-President, heer Yves Leterme et door zijn Vice-Minister-President, Minister van Werk, Onderwijs en Vorming, heer Frank Vandenbroucke;

De Waalse Regering, vertegenwoordigd door zijn Minister-President, heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, door zijn Minister van Economie en Werk, heer Jean-Claude Marcourt, en door zijn Minister van Vorming, Mevr. Marie Arena;

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn Minister-President, heer Karl-Heinz Lambertz, en zijn Vice-Minister-President, Minister van Vorming, Werk, Sociale Zaken en Toerisme, heer Bernd Gentges,

Zijn het volgende overeengekomen met wat volgt :

Artikel 1. Definities. Beschrijvingen

In deze overeenkomst dient men te verstaan onder moet men begrijpen :

1° de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling : de openbare nutsinstellingen van openbaar belang opgericht georganiseerd door de ondertekenaars in het kader van de gewestelijke regionale bevoegdheidsuitoefening inzake plaatsing belegging van de werknemers;

2° de openbare diensten voor Beroepsopleidingvorming : de openbare nutsinstellingen van openbaar belang opgericht en georganiseerd door de ondertekenende partijen die ondertekend hebben in het kader van de communautaire bevoegdheidsuitoefening inzake omscholing hervorming en beroepsherscholing professionele recycling;

3° de Begeleidingsactie : de actie van de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling voor Arbeidsbemiddeling waardoor een nieuwe start wordt aangeboden aan de werklozen en de werkzoekenden onder de vorm van een individuele begeleiding bijaan de beroepskeuzevoorlichting voor een volwaardige werkelijke integratie op de arbeidsmarkt.

Art. 2. Uitwisseling van informatie over de werkaanbiedingen en het zoeken naar werk

§ 1. Ongeacht de contractuele betrekkingen tussen de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling en de ondernemingen, en in overeenstemming met met de beschikkingen voorzien in het protocol dat de verhoudingen regelt tussen de instanties voortgekomen uit de herstructurering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ondertekend op 22 december 1988, worden de verplichtingen voorzien in het punt D, vierde alinea, als volgt versterkt :

1° Elke openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling brengt de aanbiedingen van de ondernemingen die voor een activiteitenzetel, gelegen op het grondgebied van dit Gewest, rekruteren, automatisch over;

2° Elke openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling stuurt de werkaanbiedingen die tot de kritische functies behoren waarvan hij jaarlijks de lijst heeft opgesteld automatisch en onmiddellijk naar de andere openbare diensten van de werkgelegenheid door;

3° Elke openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling stuurt hen volgens de beoordeling van de werkgelegenheidsadviseur onmiddellijk de werkaanbiedingen door die niet tot de kritische functies behoren maar waarvoor de werkgelegenheidsadviseur weet dat er geen kandidaat onder zijn territoriale bevoegdheid is;

4° Elke openbare dienst stuurt de andere openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling de andere aanbiedingen als hij heeft vastgesteld dat zij nog steeds niet ingevuld zijn.

Met uitzondering van de Duitstalige Gemeenschap om redenen die verband houden met de omvang van zijn arbeidsmarkt, leggen de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling in een samenwerkingsakkoord gezamenlijk een methode vast om de lijst met de kritische functies te bepalen.

Alle partners bepalen gezamenlijk de praktische modaliteiten (talen, enz) en de technieken voor de gegevensoverdracht.

§ 2. De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden ermee belast de werkzoekenden in te lichten over de mogelijkheden die in de andere gewesten worden geboden. In dit kader dienen zij ten gunste van de werkzoekenden onthaal- en informatieactiviteiten te organiseren (gesprekken, themadagen over de interregionale mobiliteit) om deze te sensibiliseren voor het bestaan van vacante jobs in de andere gebieden.

§ 3. De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden ermee belast in het kader van het Europees netwerk EURES één of meer gemeenschappelijke ruimten voor de behandeling van de internationale werkaanbiedingen te openen.

Art. 3. Bevordering van de interregionale mobiliteit van werkzoekenden De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden ermee belast te onderzoeken hoe zij hun operationele bestanden van beroepen en arbeidsplaatslijsten op elkaar kunnen afstemmen teneinde een grotere transparantie van de Belgische arbeidsmarkt te waarborgen.

De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling komen de werkzoekenden onder hun territoriale bevoegdheid tegemoet in hun verplaatsingskosten als deze in het kader van een begeleidingsactie solliciteren voor een betrekking, beroepservaring opdoen of een beroepsopleiding volgens buiten het gewest waar ze wonen en als deze verplaatsingskosten niet door een andere instantie vergoed worden zoals inzonderheid beroepsorganisaties of de openbare diensten voor beroepsopleiding bij het uitoefenen van hun bevoegdheid.

Art. 4. Bevordering van taalcursussen De openbare diensten voor beroepsopleiding worden ermee belast hun inspanningen ten gunste van de ontwikkeling en de bevordering van taalopleidingen te coördineren die aan werkzoekenden wordt aangeboden.

De uitwisseling van taalstagiaires tussen de openbare diensten voor beroepsopleiding worden versterkt overeenkomstig de bepalingen van de bilaterale overeenkomsten die elders tussen de ondertekenaars zijn gesloten.

Art. 5. Het organiseren van transregionale opleidingen De openbare diensten voor beroepsopleiding worden ermee belast hun samenwerking uit te bouwen met het oog op open opleidingen voor werkzoekenden van verschillende gewesten of gemeenschappen met zeer specifieke opleidingsbehoeften, met name op technologisch vlak, in bijzondere beroepssectoren of grote transregionale, nationale en internationale ondernemingen. De openbare diensten voor beroepsopleiding worden verzocht hun medewerkingen te ontwikkelen om een open opleiding te organiseren voor de werkzoekenden van verschillende gebieden of gemeenschappen en die op zeer specifieke opleidingsbehoeften, met name op technologisch niveau antwoorden, die van bijzondere professionele sectoren of grote transregionale, nationale en internationale ondernemingen uitgaan.

Art. 6. Het sociaal noodplan om voor de reclassering van werknemers, die het slachtoffer zijn van een collectief ontslag, terug op te nemen in het arbeidscircuit

§ 1. Ongeacht de verplichtingen van de werkgevers, rekening houdend met de wettelijke modaliteiten voorafgaand aan de tussenkost bijdrage, via een of andere de maatregel, van de Gewesten en van de Duitstalige Gemeenschap, en overeenkomstig de beschikkingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten, bepaalt het hieronder omschreven bepaalde sociale noodplan de gemeenschappelijke bijdragemodaliteiten voor gezamenlijke tussenkost van de Gewesten en van de Duitstalige Gemeenschap teneinde de om de reclassering van werknemers, die het slachtoffer zijn van een collectief ontslag door een herstructurering, sluiting of faillissement van transregionale, nationale en internationale ondernemingen, terug op te nemen in het arbeidscircuit. te waarborgen.

Het sociale noodplan beperkt zich tot de meest noodzakelijke tussenkosten eerste noodzaak acties die het de betrokken Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap het mogelijk maken om in overleg op gecoördineerde wijze de gepaste adequate maatregelen te treffen en om de uitvoering ervan te waarborgen.

Het sociale noodplan is automatisch van toepassing, zodra daar immers dat de ontslagmaatregelen van ontslag meer dan 250 werknemers treffen waaronder minstens 50 minstens in een ander gewestbied of in een andere gemeenschap zijn gedomicilieerd dan het gewest of de gemeenschap die waar van de voornaamste getroffen activiteitenzetel gevestigd is beoogde activiteitenzetel.

§ 2. Zodra de onderneming het collectieve ontslag aankondigt, wordt een crisiscel gevormd om het sociale noodplan te open te stellen en om de acties van de betrokken openbare diensten te coördineren.

De crisiscel van het sociale noodplan bestaat uit vertegenwoordigers van de :

- 1° Ministers van Werkgelegenheid;
- 2° Ministers van Beroepsvorming;
- 3° openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling;
- 4° openbare diensten voor Beroepsvorming.

De federale Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de RVA worden verzocht er hun waarnemers aan te duiden te kiezen.

§ 3. De cel wordt bijeengeroepen en wordt voorgezeten door de Gewestminister van Tewerkstelling Werkgelegenheid van het gewest waar de activiteitenzetel van de onderneming die het meest is getroffen door de ontslagen, zich bevindt. Wanneer verschillende zetels op gelijkwaardige wijze zijn getroffen, overleggen de betrokken Ministers nog voor de cel bijeengeroepen wordt eerder dan de convocatie van de cel.

De contacten met de directie van de onderneming of met de zijn curator gebeuren in overleg worden in goed overleg genomen onder de leiding van de openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling van het Gewest of van de Duitstalige Gemeenschap waar de onderneming haar zijn hoofdkantoor heeft of haar zijn voornaamste exploitatiezetel die het zwaarst getroffen is door de ontslagen heeft opgesteld.

De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden verzocht aan de crisiscel de te treffen concrete maatregelen voor te stellen en om de goede uitvoering ervan te waarborgen, met inachtneming van de resultaten van het sociale overleg.

§ 4. De sociale gesprekspartners worden bij de werkzaamheden van de crisiscel betrokken en ook bij de implementatie aanwending van de getroffen maatregelen ter uitvoering ten uitvoer van het noodplan, overeenkomstig naar gelang de modaliteiten of de wettelijke beschikkingen eigen aan elk Gewest en aan de Duitstalige Gemeenschap.

§ 5. Een toezichtcomité dat instaat voor de opvolging van het sociale noodplan, komt wordt minstens eenmaal per jaar bijeenverenigd. Het comité bestaat uit de vertegenwoordigers van de :

- 1° Ministers van werkgelegenheid van de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap, die, om de beurt, het voorzitterschap ervan op zich nemen;
- 2° Ministers van Beroepsopleiding;
- 3° openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling;
- 4° openbare diensten voor Beroepsopleiding.

Dit comité wordt verzocht de toepassing van het plan op te volgen en om de wettelijke maatregelen en de operationele instrumenten te inventariseren waarovervan elke ondertekenende partij aar beschikt is voorzien om de reclassering van de ontslagen werknemers terug op te nemen in het arbeidscircuit te waarborgen.

Art. 7. Het gecoördineerde actieplan "Brussel-Rand"

§ 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Het Waals Gewest en het Vlaams Gewest verbinden zich ertoe om de wisselwerkingen tussen de arbeidsmarkten van de drie Gewesten, te onderzoeken om een betere behandeling van werkaanbiedingen en -sollicitaties tussen Brussel en zijn Rand te waarborgen.

§ 2. Een strategische cel legt aan de Ministers van Werkgelegenheid een gecoördineerd actieplan voor en moet het geheel opvolgen wordt verzocht om de uitvoering ervan te volgen. Deze strategische cel bestaat uit de vertegenwoordigers van :

- 1° de betrokken Ministers van Werkgelegenheid; die om beurt het de voorzitterschap op zich nemen;
- 2° de betrokken Ministers van Beroepsvorming;
- 3° de territoriale bevoegde openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling;
- 4° de territoriale bevoegde openbare diensten voor Beroepsopleiding;
- 5° en van de sociale gesprekspartners van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vlaams-Brabant en Waals-Brabant.

§ 3. De strategische cel onderwerpt legt zijn huishoudelijk reglement van orde ter gezamenlijke goedkeuring voor aan het gemeenschappelijke oordeel aan van de Ministers van Werkgelegenheid van de drie betrokken Gewesten.

Art. 8. Slotbepalingen

De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling en de openbare diensten voor Opleidingvorming, verenigd in het College van leidende ambtenaren, de hoofdambtenaren College worden verzocht overeenstemming te bereiken over de praktische uitvoeringsmodaliteitenvoorschriften van dit akkoord deze overeenkomst te bepalen en om jaarlijks verslag uit te brengen over de uitvoering ervan aan hun respectieve voorgedijministers uit te brengen, meer bepaald met het oog op om, namelijk naar een de integratie ervan in het nationaal actieplan voor de werkgelegenheid en de regionale- en communautaireactieplannen van de gewesten en gemeenschappen te streven.

Buiten dit samenwerkingsakkoord mogen de Gewesten en Gemeenschappen bilaterale samenwerkingsakkoorden afsluiten.

De ondertekenende Ministers zullen om de twee jaar samenkomen de resultaten van de samenwerking in het kader van dit akkoord te evalueren.

Opgesteld te Namen, op 24 februari 2005, in 5 originele exemplaren (Nederlands, Frans, Duits).

Voor de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
Ch. PICQUE

De Minister van Economie, Tewerkstelling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
B. CEREXHE

Voor het COCOF College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
B. CEREXHE

De Minister van Beroepsvorming, Onderwijs, Cultuur, Schoolvervoer en Internationale Betrekkingen,
Mevr. Fr. DUPUIS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-President,
Y. LETERME

De Vice-Minister-President, Minister van Werk, Onderwijs en Vorming,
F. VANDENBROUCKE

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie en Werkgelegenheid,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President van Vorming, Werkgelegenheid, Sociale Zaken en Toerisme,
B. GENTGES

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2047

[2006/201660]

11 MAI 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux clients éligibles au 1^{er} janvier 2007 dans les marchés de l'électricité et du gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par les décrets des 19 décembre 2002 et 18 décembre 2003 et par le décret programme du 3 février 2005, notamment les articles 8, § 3, et 43, § 2, 19^o;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz modifié par le décret du 18 décembre 2003 et par le décret programme du 3 février 2005, notamment les articles 8 et 36, § 1^{er}, 13^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients éligibles et au contrôle de leur éligibilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux clients éligibles et au contrôle de leur éligibilité dans le marché du gaz;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif à l'éligibilité des clients finals dans les marchés de l'électricité et du gaz;

Vu l'avis de la CWaPE CD-6c17-CWaPE-116 du 22 mars 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 3 mai 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 a fixé l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité au 1^{er} janvier 2007;

Considérant que, pour rendre effective l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité à cette date, un calendrier extrêmement serré doit être respecté; que les dispositions de l'avant-projet imposent ainsi qu'au plus tard le 15 juin 2006, les fournisseurs des clients captifs choisissent un fournisseur désigné; que celui-ci se voit imposer certaines communications, tant à la CWaPE qu'à l'égard des clients captifs et ce, successivement, pour le 15 août 2006, le 15 septembre 2006 et le 1^{er} novembre 2006;

Considérant que ces diverses communications visent à garantir le bon déroulement de l'ouverture totale des marchés de l'énergie et, notamment, à permettre au client final d'exercer son droit à l'éligibilité de manière éclairée;

Considérant que l'ouverture effective des marchés au 1^{er} janvier 2007 implique la possibilité d'une fourniture effective à cette date des clients finals ayant fait le choix d'un fournisseur; que ceci implique la possibilité de conclure des contrats de fourniture dès le mois de novembre 2006;